ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1242

présenté par

M. Rolland, M. Bony, M. Ramadier, Mme Trastour-Isnart, M. Leclerc, M. Cinieri, M. Nury,
Mme Louwagie et M. Pauget

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:**

Le dioxyde de carbone complète la liste des polluants pris en compte pour l'attribution des certificats qualité de l'air.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est que les Certificats Qualité de l'Air se basent sur des critères identiques à d'autres systèmes de sanctions infligées aux voitures trop polluantes. En effet, le système bonus/malus prend aujourd'hui en compte les émissions de CO2 produites par le véhicule, ce qui n'est pas le cas des Certificats Qualité de l'Air. Par conséquent, les divergences actuelles risquent notamment de créer la confusion chez l'acheteur d'un véhicule quant au niveau de pollution qu'il produit.

Ces certificats se basent aujourd'hui sur la date d'immatriculation du véhicule ainsi que les normes Euro, lesquels critères ne prennent pas en compte les émissions de CO2, pourtant cause majeure de pollution. Ainsi, le sens de cet amendement, au-delà d'améliorer la lisibilité des dispositifs mis en place au détriment des véhicules les plus polluants, est de s'inscrire dans la continuité d'un des objectifs du projet de loi : la préservation de l'environnement.